



# ENSEMBLE!

MOUVEMENT POUR UNE ALTERNATIVE  
DE GAUCHE, ECOLOGISTE ET SOLIDAIRE

## L'Édito

### Triple crise, une alternative.

Crise de régime, crise politique, crise de la représentation : cette triple crise prend depuis la dissolution des proportions inédites dans l'histoire de la Vème République.

C'est bien la constitution qui a permis à Macron de refuser de nommer L.Castets première ministre, avant d'effacer sa propre défaite électorale et de remettre la droite en selle en nommant Barnier avec l'aval, de fait, du RN.

L'absence de majorité absolue à l'Assemblée rend la situation politique plus incertaine que jamais. Le refus de reconnaître la victoire électorale du NFP et de lui laisser jouer son rôle à l'Assemblée, l'hypothèse d'une censure du gouvernement Barnier : tous les éléments d'une crise politique sont réunis, et avec elle, la possibilité d'une nouvelle dissolution dans huit mois, voire d'une démission de Macron lui-même.

Quant à la représentation politique, son discrédit et celui des partis en général est encore accentué, accentuant la menace néo-fasciste.

Nommer premier ministre un membre du parti arrivé seulement cinquième aux élections législatives en dit long sur la crise politique et sur cette crise de la représentation !

On ne peut prétendre réduire cette crise à des questions de personnes, ou à des questions d'orientation politique.

On ne peut se contenter de rustines prétendument consensuelles et de fait introuvables.

La fuite en avant dans une logique électoraliste et institutionnelle serait une fausse solution.

C'est bien sur le fond qu'il faut répondre et proposer une alternative : changer les pratiques politiques, refuser la constitution et les institutions de la Vème République, inventer une sixième république en la reliant à un processus constituant, repenser à l'articulation entre d'autres institutions et une démocratie active, vivante, ancrée à la base sur les lieux de travail et dans les territoires.

Vaste chantier et rudes défis pour le Nouveau Front Populaire et ses assemblées citoyennes, ainsi que toutes les forces vives du NFP : associations, réseaux citoyens, syndicats, forces politiques...

## Quand c'est flou, c'est qu'il y a un loup !



La déclaration de politique générale du premier ministre n'aura pas vraiment été à la hauteur des attentes des dizaines de milliers de personnes qui ont manifesté le 1<sup>er</sup> octobre partout en France. Sans grandes surprises, au-delà des généralités, son discours se situe dans le droit fil des politiques austéritaires antérieures.

Le centre de son intervention a porté sur la dette publique. Plombée par des années de cadeaux fiscaux et d'exonérations de cotisations au profit des entreprises et des ultra-riches, la situation des finances publiques est sérieuse. Mais les remèdes proposés par Barnier ne dérogent pas à la doxa libérale : réduire les dépenses publiques et en améliorer « l'efficacité » (« dépenser moins pour dépenser mieux »), ce qui promet de nouvelles régressions des services publics. Ce n'est qu'ensuite, et seulement à titre exceptionnel, qu'il envisage de taxer les profits des grandes entreprises et les grandes fortunes.

Dans les 5 chantiers qu'il a dit vouloir ouvrir, encore une fois les priorités sont axées sur l'immigration et la sécurité, gages donnés au RN. Les annonces de Barnier dans ces domaines sont particulièrement graves : Allongement de la durée de rétention administrative des

étrangers sous OQTF, durcissement des conditions d'asile et rétablissement des contrôles aux frontières d'un côté ; comparution immédiate pour les mineurs de plus de 16 ans, remise en cause de l'excuse de minorité et des règles encadrant le sursis, construction de prisons (alors qu'il n'y a jamais eu autant de condamnations et que le nombre de détenus – 80 000 pour 62 000 places – n'a jamais été aussi élevé) de l'autre.

Pour ce qui impacte directement la vie quotidienne de la majorité de la population – niveau de vie et accès aux services publics – c'est la continuité et on reste sur sa faim. Ni les maigres 2 % d'augmentation anticipée du SMIC au 1<sup>er</sup> novembre, ni la relance de l'intéressement et de l'actionnariat salarié ne régleront les difficultés à vivre de milliers de gens. Rien pour l'augmentation des minima sociaux ou des retraites ; politique du logement réduite à l'abaissement des normes (remise en cause du « zéro artificialisation nette des sols »...) ; aucune ambition pour le logement social. Et solution miracle pour les services publics, l'appel aux retraités volontaires pour remplacer les enseignants et médecins absents !

Hormis l'abandon de l'élargissement du corps électoral et le report des élections provinciales en Kanaky, il n'y a pas grand-chose de positif dans les annonces de Barnier. Le pire est sans doute à venir avec les mesures concrètes qui vont suivre. Plus que jamais, la mobilisation la plus large sera nécessaire pour faire échouer cette politique de régression sociale, écologique et démocratique

# Cessez-le-feu en Palestine, sanctions contre l'État d'Israël, arrêt de la guerre au Liban !

**A** lors que la guerre génocidaire contre le peuple palestinien est toujours en cours, l'État d'Israël a lancé une attaque massive contre le Liban, appliquant les mêmes méthodes qu'à Gaza. Les bombardements incessants provoquant l'exode de centaines de milliers de civils, des familles entières pulvérisées, des exécutions extrajudiciaires, l'utilisation de nouvelles technologies meurtrières, rappellent que pour l'État d'Israël, la guerre à outrance est la seule voie qui prévaut.

Pendant que le monde a les yeux tournés vers le Liban et la possibilité d'une invasion terrestre, l'armée israélienne continue ses attaques d'une violence inouïe contre le peuple palestinien.

**A Gaza**, les bombardements se poursuivent. La population est affamée, assoiffée, épuisée par les ordres de déplacement incessants. Le bilan est très lourd. (cf les chiffres de The Lancet : 180 000 victimes).

**En Cisjordanie**, le gouvernement israélien continue de construire des colonies, démolir des maisons, isoler Jérusalem-Est. Et au Nord, l'armée a lancé le 28 août une offensive de très grande ampleur contre les camps de réfugiés.

**En Israël** même, les destructions de villages bédouins s'intensifient, et les Palestiniens subissent répression, racisme et chômage.

**Partout en Palestine**, les arrestations et détentions arbitraires se multiplient, les conditions de détention sont désastreuses, la torture est en cours de généralisation.

Israël continue de mépriser le Droit international. L'AG de l'ONU a exigé le 18 septembre 2024 la fin de l'occupation. Tenant une carte du Moyen Orient où la Palestine avait été effacée, devant une salle quasiment vide, Netanyahu a osé y prononcer le 27 septembre, un discours de déclaration de guerre. Il y a insulté tous les pays qui ne soutiennent pas Israël en les accusant de soutenir le terrorisme.

Les États-Unis et leurs alliés occidentaux ne proposent aucune sanction pour imposer un cessez-le-feu et continuent de livrer des armes à Israël, demandant hypocritement d'éviter l'escalade au Moyen Orient. De Biden-Harris à Starmer, des dirigeants se félicitent même de l'assassinat par Israël de Hassan Nasrallah, le principal responsable du Hezbollah au Liban. L'impunité accordée à cet État par les pays occidentaux est inacceptable.

Face à cela, **ENSEMBLE !** appelle à manifester avec le Collectif National pour une Paix Juste et Durable entre Palestiniens et Israéliens les 5 et 6 octobre partout en France en soutien aux peuples palestinien et libanais, et à Paris, le samedi 5 octobre à 14 h au départ de la République.

## Mobilisation du 1<sup>er</sup> octobre, une première étape ?

**L**a journée intersyndicale du 1<sup>er</sup> octobre était la première mobilisation nationale d'ampleur depuis les élections législatives de juillet. Elle a réuni au moins 170 000 manifestant-es dans près de 200 rassemblements, y compris dans nombre de petites villes. Un chiffre légèrement en retrait par rapport à la mobilisation d'octobre 2023 (200 000 participant-es avaient été comptabilisé-es) mais qui est loin d'être insignifiant.

Le choix du 1<sup>er</sup> octobre n'avait rien d'anodin, marquant le début de la 1<sup>ère</sup> session parlementaire post-législatives et date fixée pour la déclaration de politique générale du nouveau premier ministre devant l'Assemblée Nationale. L'attente de cette déclaration sur les politiques que le pouvoir entend mener a pu peser sur l'ampleur de la mobilisation. Comme a pu peser l'absence d'une unité intersyndicale complète, certaines confédérations (CFDT, FO, UNSA, CFTC) ayant choisi de ne pas appeler à l'action.

Il n'empêche que, par le nombre et la diversité des rassemblements, la participation souvent de nombreux jeunes, la journée du 1<sup>er</sup> octobre a constitué une première étape pour réaffirmer les revendications sociales et démocratiques. L'augmentation générale des salaires, des retraites et des minima sociaux, l'abrogation de la contre-réforme des retraites, l'abandon du

détricotage de l'assurance chômage, la défense et la revitalisation de nos services publics sont autant d'exigences qui gardent toute leur actualité.

Face à un gouvernement prêt à mettre en œuvre une politique d'austérité sans précédent et à un patronat déterminé à ne rien lâcher, **il n'y aura pas d'autre voie que la mobilisation sociale dans l'unité la plus large** pour espérer changer le rapport des forces dans la société et arracher des victoires, même partielles. **La constitution d'un large front social et politique articulant mouvement social et citoyen d'un côté, forces politiques de gauche de l'autre pourrait fortement y contribuer.**



ENSEMBLE! est un mouvement politique unitaire, pour une alternative au capitalisme et une écologie de rupture, pour le féminisme, l'antiracisme, l'internationalisme, l'altermondialisme et l'autogestion.

Pour nous contacter :

[contact@ensemble-mouvement.com](mailto:contact@ensemble-mouvement.com)



ENSEMBLEmouvnt



Mouvt\_ENSEMBLE



mouvement\_ensemble

